

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
Pôle Eau Air Risque
2 avenue Grüner
Allée C
42000 ST ETIENNE

St Etienne, le 16/04/2026

ud-lhl.dreal-auvergne-rhone-alpes@developpement-
durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MOTOROP BRM INDUSTRIES S.A

ZI Beaucueil
1356 rue Louise Michel
42153 Riorges

Références : UiD4243-EAR-026-144
Code AIOT : 0006103375

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/04/2026 dans l'établissement MOTOROP BRM INDUSTRIES S.A implanté ZI Beaucueil 1356 rue Louise Michel 42153 Riorges. L'inspection a été annoncée le 03/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite entre dans le cadre du programme de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MOTOROP BRM INDUSTRIES S.A
- ZI Beaucueil 1356 rue Louise Michel 42153 Riorges
- Code AIOT : 0006103375
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise Motorop BRM Industrie est spécialisée dans la reconstruction de moteurs thermiques pour les secteurs des travaux publics, des transports publics, des transports collectifs, transports ferroviaires, transports maritimes, agricoles.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	6 mois
5	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 26/08/2009, article annexe 2	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Rejets aqueux	AP Complémentaire du 12/02/2018, article 3	Sans objet
3	Registre GEREP - Déchets	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 - II	Sans objet
4	Traçabilité des déchets - Track Déchets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R541-45	Sans objet
6	Bruit	Arrêté Préfectoral du 26/08/2009, article annexe 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de relever des non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées relatives aux rejets atmosphériques et aux capacités de rétention des produits stockés.

L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions] Suivi inspection du 27 mars 2023 , constat n°3 : Non conformité: Pour les produits cités ci-dessus, ils doivent être placés sur une rétention conforme aux dispositions de l'article 25-I de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 dans les délais suivants : <ul style="list-style-type: none">- immédiat pour les bidons de 25 litres,- pour les produits présents à proximité de la ligne de traitement de surface : dès la livraison des produits par le nouveau fournisseur et sans dépasser un délai de 3 mois (notamment si des produits en fûts de 200 litres restent présents dans la zone).
Constats : La visite des installations a permis de constater: <ul style="list-style-type: none">- la mise en place de rétention pour les produits utilisés à côté de la ligne de traitement de surface.- la présence d'une dizaine de fûts neufs d'environ 200 litres d'huile moteur stockés sans dispositif de rétention associé. Ce volume correspond à environ six mois de consommation. L'exploitant indique avoir augmenté son stock d'huile en raison du contexte géopolitique actuel et du risque de pénurie. Ces fûts sont entreposés à l'intérieur du bâtiment, sur une dalle en béton. L'exploitant a indiqué réaliser des travaux pour remplacer les rétentions en place sous les bancs d'essais des moteurs. Un des deux bancs d'essais est désormais équipés d'un bac neuf. Le deuxième le sera pendant la trêve estivale. Une cuve de 8 m3 double paroi est en place pour collecter les effluents (eau, huiles et gasoil). Le volume de rejet des bancs d'essais est estimé à 8 m3/an. Les effluents sont évacués en tant que déchets dangereux vers une filière dédiée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Non-conformité Dans un délai de 6 mois, il est demandé à l'exploitant de se mettre en conformité en équipant les fûts neufs d'huile moteur d'un dispositif de rétention adapté.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/02/2018, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émissions
Prescription contrôlée : Respect des valeurs limites d'émissions pour les "eaux industrielles"
Constats : Jusqu'à fin 2023, les effluents de l'entreprise étaient traitées par une station de prétraitement interne. L'exploitant rencontrait des difficultés pour faire fonctionner son dispositif épuratoire. Des dépassements des valeurs limites d'émissions (VLE) concernant les paramètres Fe, Al, Zn, DCO, MES, Ind Hyd, pH, débit journalier étaient récurrents. Les effluents se constituent des eaux issues des opérations de lavage (dans des machines à laver) des pièces moteur et des eaux de rinçage de la chaîne de traitement de surface. L'exploitant a indiqué que depuis novembre 2023, son site fonctionne en "zéro rejet". Les effluents résiduels sont stockés et évacués en tant que déchets dangereux vers des installations dûment autorisées. Cette évacuation en tant que déchets est très onéreuse. L'exploitant étudie deux options pour minimiser les coûts : mise en place d'une nouvelle usine de prétraitement associée à un évapo-concentrateur, ou mise en place d'une cuve de stockage enterrée de plus grande capacité (30 m3) pour réduire le nombre d'enlèvements annuels de 12 à 2-3 par an.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observation Avant la réalisation des travaux, pour la mise en place d'un nouveau dispositif épuratoire ou d'une cuve de plus grande capacité, l'exploitant transmettra un porter à connaissance portant sur les modifications envisagées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Registre GEREP - Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 - II
Thème(s) : Situation administrative, Déchets

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/an. <p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/an. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Depuis novembre 2023, l'établissement fonctionne en "zéro rejet".</p> <p>Il n'est plus utile de faire de déclaration sur le site ministériel GIDAF.</p> <p>En revanche, l'établissement est désormais soumis à déclaration annuelle sur le site GEREPE du fait de la production et évacuation de plus de 2 tonnes par an de déchets dangereux.</p> <p>L'exploitant a procédé à la déclaration GEREPE pour les déchets produits sur l'année 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Traçabilité des déchets - Track Déchets

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R541-45</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter les BSD sur l'application Track Déchets.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/2009, article annexe 2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Respect des valeurs limites d'émissions et des périodicités d'analyses (mensuelles).
Constats : <u>Périodicité des analyses</u> La fréquence d'analyses des effluents atmosphériques fixée par l'annexe Air de l'arrêté préfectoral du 26 août 2009 est annuelle . La dernière analyse des rejets atmosphériques a été réalisée en mars 2026. L'exploitant a indiqué que la périodicité annuelle n'est pas pleinement respectée. <u>Valeurs Limites d'Émissions VLE</u> Les analyses portent uniquement sur les rejets atmosphériques liés à l'activité de traitement de surface sur les paramètres H^+ et OH^- . Les résultats de l'analyse des rejets atmosphériques de mars 2026 ont été présentés lors de la présente visite. Ils montrent un dépassement des valeurs limites d'émissions pour le paramètre H^+ (4.6 mg/Nm ³ pour une VLE de 0.5 mg/Nm ³). L'exploitant indique que c'est la première fois que les rejets ne sont pas conformes. Il explique le dépassement pour le paramètre H^+ (représentant l'acidité des rejets) par un fonctionnement inhabituel le jour de l'analyse. La pièce en cours de traitement acide (un moteur) aurait du immédiatement être trempée dans le bain de rinçage en sortie du bain acide. La nacelle installée par l'organisme de mesure bloquait le passage. La pièce moteur a dû séjourner à l'air libre entre les deux bains devant les grilles d'aspiration.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Non-conformité</u> Sous 3 mois, l'exploitant fera réaliser une nouvelle analyse des rejets atmosphériques de son site et transmettra, sous forme d'un tableau, l'évolution des résultats d'analyses des 5 dernières campagnes de mesures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/2009, article annexe 5
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : Respect des valeurs limites et des périodicités d'analyses (5 ans).
Constats : L'exploitant a été en mesure de présenter une analyse de bruit du 7 mars 2022.

La périodicité des mesures est respectée.
Il n'est pas relevé de non-conformité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation

L'exploitant transmettra sous 1 mois le dernier rapport d'analyses de bruit.

Type de suites proposées : Sans suite